

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 26/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



Société EVOLIA

Parc des Fontaines
169 avenue Georges Clemenceau
92000 Nanterre

Références : DRI/2023/339
Code AIOT : 0006601697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement Société EVOLIA implanté Impasse des Jasons B.P. 18066 30000 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société EVOLIA
- Impasse des Jasons B.P. 18066 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006601697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'incinérateur est situé au sud-ouest du centre-ville de Nîmes, dans une zone d'activité.

La société EVOLIA exploite un incinérateur d'une puissance thermique de 35,8 MW et est autorisée à traiter 114 500 tonnes de déchets par an (26 employés). Sur la base d'un fonctionnement annuel de 7 860 heures, sa capacité moyenne horaire de traitement est de 14 t/h. L'incinérateur traite, en priorité, les déchets ménagers pré-triés des communes adhérentes au SITOM Sud Gard et représentant une population d'environ 206 000 habitants. En 2021, l'incinérateur a traité 112 500 tonnes de déchets ménagers.

Le site est également autorisé à traiter des déchets d'activités de soins à risque infectieux (11 000 tonnes par an) et des Déchets d'Activité Economique non dangereux. L'incinération de boues de stations d'épuration n'est toujours pas envisagée dans l'immédiat.

L'unité d'incinération produit, depuis juin 2005, de l'électricité par la récupération de l'énergie thermique libérée par la combustion des déchets. De plus, depuis la fin de l'année 2014, une partie de l'énergie thermique est également valorisée avec un raccordement au réseau de chauffage urbain, de la ville de Nîmes. L'incinération de déchets peut ainsi être qualifiée de valorisation énergétique suivant l'article 34-1 de l'arrêté ministériel modifié du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'exploitant est autorisé, par arrêté préfectoral n° 02.004N du 27 février 2002, à exploiter ces installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur son site industriel de Nîmes. A ce jour, les installations sont principalement réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 octobre 2011 (prescriptions techniques) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.121N du 03 octobre 2014 (garanties financières).

La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 11 octobre 2021 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification de l'origine géographique des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (D.A.S.R.I.).

La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 4 mars 2022 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification du tonnage autorisé sur l'UVÉ Evolia de Nîmes.

L'arrêté préfectoral n°2022-032 DREAL du 11 juillet 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 a acté ces demandes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (1ere partie)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Laboratoire pour le suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (2ème partie)	/	Sans objet
3	Transmission des résultats de la surveillance	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31.b)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur l'examen de la surveillance environnementale mise en place autour de l'incinérateur. Cette surveillance est menée conformément à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 et s'appuie largement sur le "guide de surveillance de l'impact sur l'environnement des émissions atmosphériques des installations d'incinération de déchets" (INERIS, 2013). Elle n'a pas fait apparaître de non conformités réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (1ère partie)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation. L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la mise en service de l'installation (point zéro) ; - dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ; - après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont précisées dans l'arrêté d'autorisation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p>
<p>Constats : Le plan de surveillance de l'environnement autour de l'incinérateur de déchets est décrit dans un document intitulé « stratégie de surveillance des retombées atmosphériques » daté du 29 janvier 2004.</p> <p>Il a été adopté en comité de suivi préalablement à la mise en service de l'incinérateur. Les points de mesure ont été choisis en fonction des résultats d'un modèle de calcul de dispersion</p>

des émissions atmosphériques, réalisé avant la construction de l'installation. Les autres sources locales potentielles de pollution ont été prises en compte pour positionner les points de suivi (agglomérations, tuilerie au sud).

En l'absence de valeurs limites réglementaires pour les paramètres suivis (dioxines, métaux) dans les particules sédimentables et particules en suspension, la méthodologie retenue définit des critères en fonction desquels pourra être évalué un risque sanitaire.

Un point « zéro » a été fait : il s'agit des mesures réalisées avant la construction de l'incinérateur. Les rapports annuels reprennent en annexe toutes les campagnes de mesure depuis cette campagne initiale.

Les données météorologiques et en particulier les caractéristiques des vents dominants sont ceux de la station Météo-France Nîmes Courbessac située à 8 km au nord-est du site.

Depuis la mise en service de l'incinérateur, des mesures sont réalisées sur les dioxines et furannes (dont ceux associés aux PCB) et les métaux lourds.

Les fréquences d'analyses sont annuelles en ce qui concerne :

- les prélèvements et les retombées atmosphériques (dépôts atmosphériques et concentrations dans l'air), sur des périodes données, en fonction du sens des vents,
- le lait (mesure de dioxines, plomb et PCB) d'une exploitation agricole située dans le voisinage de l'établissement (2 exploitations entre 2004 et 2015).

Pour les prélèvements de sols, la fréquence est passée à tous les 2 ans suite aux conclusions du bilan décennal depuis 2017, au niveau de 9 points de mesure.

Pour les végétaux (feuilles de vigne), les prélèvements sont faits tous les 3 ans depuis 2017.

Un bilan des 10 ans de surveillance environnementale a été fait en 2015 : il a abouti à des préconisations d'aménagement du suivi environnemental mises en place à partir de 2016 : abandon de la matrice « feuilles de vigne », abandon de certains points de suivi (ex : chrome hexavalent, mercure), espacement de la fréquence des campagnes de mesures dans les sols et le raisin, ajout d'un point de suivi des dépôts atmosphériques (point K).

Un nouveau point de mesure de dépôts atmosphériques a été rajouté en 2017 à proximité du parc de mâchefers (point L). On constate en 2022 des valeurs en métaux et des dépôts de poussières plus élevés sur ce point que les années précédentes.

L'exploitant va tester un système de ventilation/aspersion d'eau de la zone du parc de mâchefers, afin de limiter l'envol des poussières.

Par ailleurs, à la demande de l'agriculteur voisin, un prélèvement de sols a également été réalisé au niveau du point L. Les résultats ne sont pas encore disponibles et seront communiqués dans le prochain rapport annuel.

Seules les denrées alimentaires sont soumises à des valeurs seuils. Les résultats ne font pas apparaître de dépassements de ces valeurs réglementaires.

S'agissant des autres matrices, les valeurs mesurées sont comparées au bruit de fond local (rural ou urbain). Les campagnes d'analyses n'ont pas fait apparaître d'anomalies particulières.

Observations : Le point L doit faire l'objet d'un suivi attentif lors des prochaines campagnes de suivi et le cas échéant, l'exploitant devra proposer des mesures pour limiter les émissions diffuses

et envois issus du parc de mâchefers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Laboratoire pour le suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (2ème partie)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu au point c de l'article 31 et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance lorsqu'elle existe.</p>
<p>Constats : Les campagnes de mesure sont réalisées par différents prestataires (laboratoires agréés) en fonction des matrices prélevées.</p> <p>Les points de suivi sont définis par des coordonnées GPS.</p> <p>La synthèse des résultats des différentes campagnes est réalisée par l'INERIS dans un rapport annuel qui est transmis (avec l'ensemble des résultats des analyses en annexe) aux membres de la CSS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Transmission des résultats de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées [...] Les résultats des analyses demandées aux articles 9, 26, 28, 29 et 30, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspecteur des installations classées : [...] - selon une fréquence fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et au moins une fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 28, 29 et 30 [...] ; Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.
Constats : Les résultats des campagnes de mesures sont transmis au fil de l'eau au service de contrôle avec le bilan transmis chaque mois, accompagnés d'une analyse de l'exploitant et d'un plan d'actions le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet